

## **Une plus grande prise en compte de la nutrition au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**

### **Notre préoccupation : la trop longue absence de la question de la nutrition au sein du CSA**

1. En tant que groupes de personnes concernées, organisations d'intérêt public de la société civile (OSC) et mouvements sociaux qui travaillent dans les différents domaines touchant à la nutrition, nous sommes, depuis longtemps, préoccupés par la quasi-inexistence des questions relatives à la nutrition dans les discussions de ce qui est aujourd'hui l'instance la plus inclusive et participative quant aux questions « d'alimentation et de nutrition » : le CSA.

2. Dans le passé, en tant que OSC, nous avons souligné l'importance que constituent les liens entre la sécurité alimentaire et la nutrition. L'année dernière, la nutrition a été partiellement abordée dans les discussions sur la terminologie, au cours desquelles nous avons insisté sur l'importance d'une approche intégrée pour lutter contre la malnutrition et réaliser le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition. Nous avons également plaidé pour l'utilisation de la terminologie « sécurité alimentaire et nutritionnelle »<sup>1</sup> comme le meilleur terme permettant de souligner les liens étroits qui existent entre la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle, affirmant, qu'en fin de compte, la sécurité alimentaire et la nutrition tentent d'atteindre le même objectif qui est bien plus atteignable lorsqu'elles sont adressées conjointement.

3. En même temps, nous pensons aussi qu'il reste encore beaucoup à faire au sein même du Mécanisme de la Société Civile du CSA (MSC) pour rendre la question de la nutrition plus visible dans son propre travail et pour que la nutrition soit plus sérieusement prise en compte dans les travaux du CSA.

### **Notre appel : intégrer la dimension nutritionnelle dans les cadres relatifs à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire**

4. Nous pensons que le moment est venu d'intégrer pleinement la dimension nutritionnelle dans les cadres relatifs à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire. La sécurité alimentaire n'a pas de sens si elle ne permet pas de garantir à tous les êtres humains d'être, à tout moment, adéquatement nourris et capables de mener une vie active dans la dignité ; c'est ce à quoi fait référence le cadre fondé sur les droits humains. La réalisation de la souveraineté alimentaire exige beaucoup plus que de simplement augmenter la production alimentaire et l'accès à la nourriture et aux nutriments. Elle exige l'éradication effective de toutes les formes de discrimination envers les femmes, ainsi que toutes les autres formes de discrimination. La souveraineté alimentaire concerne tout autant le fait pour chacun d'avoir le droit de participer aux

---

<sup>1</sup> Définition: « La sécurité alimentaire et nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active » (extrait de CSA 2012/39/4: S'entendre sur la terminologie).

décisions et que de décider comment les ressources doivent être allouées, quelle nourriture doit être produite, comment, où, et par qui elle doit être produite, et de choisir, sur base d'informations objectives, ce que chacun veut consommer. Cela concerne aussi la question de la participation à toutes les autres étapes de la chaîne alimentaire, à chacune d'entre elles jusqu'à la commercialisation et la consommation, ainsi que lors de l'utilisation biologique des aliments. Cela concerne la question de la mise en place d'un environnement propice au renforcement des capacités qui permette aux mères de prendre des décisions éclairées sur la façon de nourrir leurs bébés et jeunes enfants. Cela concerne tant la régulation publique et la surveillance efficace des activités du secteur privé que la promotion et la sécurisation d'un système agricole et alimentaire durable et orienté vers la nutrition, fondé sur des principes agroécologiques, ainsi que la priorisation d'une agriculture paysanne diversifiée à petite échelle et d'autres pratiques de production alimentaire à petite échelle, afin de garantir le droit à une alimentation diversifiée, nutritive et saine pour toutes et tous. La souveraineté alimentaire est l'effort le plus universel de nature à réduire les inégalités mondiales, nationales, locales et domestiques. Cela concerne le fait pour toutes et pour tous d'avoir accès aux ressources productives dont ils et elles ont besoin, à l'emploi, à des revenus de subsistance, à des services publics de qualité (santé, nutrition, éducation, assainissement, énergie, etc.), ainsi qu'à la protection sociale.

5. Nous soutenons que l'agriculture et le système alimentaire doivent mettre les personnes, la nutrition et la dignité humaine au centre des préoccupations et que la souveraineté alimentaire, se fondant sur le cadre des droits humains, s'interroge de manière égale tant sur l'agriculture et l'alimentation que sur la nutrition.

6. Les efforts déployés dans le sens de la souveraineté alimentaire exigent également l'intégration la plus explicite de la dimension nutritionnelle dans les délibérations et les décisions de tous nos alliés stratégiques dans la MSC. Pour commencer, cela signifie donc que nous devons tous faire en sorte que les facteurs qui régissent la façon dont la nourriture est consommée (son adéquation et son caractère sûr et sain) aient une place plus importante dans nos délibérations. De la même manière qu'il est tout aussi important de savoir si l'environnement où la nourriture est consommée répond à des normes sanitaires minimales. Cela signifie aussi de faire en sorte que les gens aient un éventail de choix alimentaires qui s'offrent à eux à des prix qu'ils peuvent se permettre de sorte qu'ils peuvent eux-mêmes décider de ce qu'ils consomment.

**Le temps est venu d'agir : nous devons faire face au risque réel que la question de la nutrition soit saisie par les acteurs puissants**

7. Après le 39<sup>ème</sup> CSA, malgré l'insistance des OSC, les discussions au sein du CSA autour de la nutrition ont cessées. Nous voyons la disparition de cette question dans nos discussions comme un grave problème.

8. Pourtant, actuellement, la nutrition reçoit une attention considérable ailleurs dans les agendas internationaux. La nutrition est en cours de discussion au sein du G8 et du G20, ainsi que par de nombreux acteurs de la nutrition réunis autour de l'Initiative pour le Renforcement de la Nutrition (l'Initiative SUN). La question est donc débattue au sein d'instances où pratiquement aucune connexion n'est faite avec la nécessité d'adopter une approche ascendante, inclusive et participative, fondée sur l'approche de droits

humains, lors de la mise en débat de questions alimentaires et nutritionnelles.

9. Les débats actuels dans ces enceintes présentent de réels risques quant à la manière dont la question de la nutrition sera posée à l'avenir. Il y a un risque indéniable que la question de la nutrition soit saisie par de puissants acteurs (secteur privé/ETN). En outre, la nutrition est trop souvent traitée comme une question autonome sans connexion avec la production agricole, par exemple.

**Le CSA: le forum ayant une approche ascendante, inclusive et participative pour débattre des questions alimentaires et nutritionnelles dans une perspective de droits humains**

10. Nous considérons qu'il est essentiel d'inclure, dans ces débats sur la nutrition, les mouvements populaires qui, non seulement portent le fardeau de la malnutrition, mais peuvent également proposer les meilleures solutions. La malnutrition a de nombreux niveaux de causalité : immédiat, sous-jacent et fondamental. Ces derniers comprennent les aspects sociaux, économiques et politiques clés. Le cadre fondé sur les droits humains examine les causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition et permet de relier la nutrition aux autres domaines et secteurs – les plus pertinents étant l'alimentation, l'agriculture, la santé et la sécurité sociale. En outre, les droits des femmes et la prise en compte du genre sont essentiels et transversaux dans tous les domaines de la nutrition. Il faut toujours souligner que c'est la détermination sociale de la malnutrition qui est ultimement responsable de la façon dont la malnutrition affecte inégalement certains groupes dans la société.

11. Nous voyons le CSA, où un bon nombre d'organisations sociales de base sont présentes à travers le MSC, comme étant fondamentalement pertinent pour faire face aux risques décrits ci-dessus, ainsi que pour aborder les questions de nutrition encore non abordées. Non seulement le CSA rassemble des membres de différents secteurs concernés par la gouvernance alimentaire et la nutrition, mais surtout il garantit la participation de représentants des femmes et des hommes producteurs d'aliments exerçant des activités agricoles, de pêche, forestières ou pastorales, des peuples indigènes, des paysans sans terre, des jeunes et des citoyens pauvres - les groupes les plus touchés par la malnutrition. Le CSA est un organe que nous devrions utiliser plus efficacement pour améliorer la gouvernance en lien avec la nutrition tout au long du cycle de vie d'une manière globale et participative.

12. En outre, l'absence de débat sur cette question au sein du CSA laisse les gouvernements du Sud sans avoir la possibilité de réfléchir collectivement sur les risques potentiels des stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui leur sont proposées par les gouvernements puissants du G8 et les sociétés transnationales, en particulier en Afrique. De plus en plus, les Etats sont amenés à négocier des accords de coopération bilatérale avec les pays riches qui, en fait, leur imposent des conditions délétères graves.

**Notre proposition : des solutions globales remplaçant les personnes au centre**

13. Nous, en tant que OSC, devons continuer à œuvrer pour des solutions globales qui

luttent contre la malnutrition sous toutes ses formes et qui font que le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition soit une réalité. Nous ne pouvons être satisfaits par n'importe quel type de solutions rapides qui sont proposées dans certains forums en ce moment. Certains d'entre nous ont publiquement exprimé des préoccupations valides face à ce qui se passe dans l'Initiative SUN. La nutrition est une question complexe et globale, elle ne peut être qu'améliorée en regardant l'image entière, en prenant toutes les questions connexes en compte. De simples remèdes miracles, cela n'existe pas, cela ne marche pas. Parfois, certaines solutions techniques ou économiques spécifiques sont utiles pour résoudre des aspects d'un problème de nutrition, mais des approches qui ignorent la détermination sociale de la malnutrition ne peuvent jamais constituer une solution complète à long terme. Des solutions globales doivent être développées, élaborées et mises en œuvre par et avec toutes les parties prenantes du MSC, producteurs et consommateurs confondus, en particulier en garantissant que les personnes concernées soient placées au centre des politiques et de la prise de décision. C'est pourquoi nous apportons ensemble la question d'assurer la pleine intégration de la question de la nutrition dans les débats du CSA. Nous sommes ensemble derrière cette proposition.

14. Le Groupe de Travail actuel sur la Nutrition doit être renforcé afin de discuter efficacement de la nutrition et également d'inclure cette question dans les débats des autres groupes de travail. Nous encourageons des représentants de tous les groupes du MSC à se joindre au Groupe de Travail sur la Nutrition. Actuellement, nous avons (beaucoup) d'ONG dans le groupe ainsi que certains représentants des consommateurs, des femmes et des mouvements sociaux. Cela serait extrêmement utile pour les groupes représentatifs de la nutrition infantiles et de la santé qui sont déjà présents, de pouvoir inclure des représentants des producteurs (les travailleurs agricoles et les agriculteurs, les paysans sans terre, les pêcheurs, ainsi que les jeunes). Nous avons besoin d'une participation plus large.

15. En même temps, nous recommandons fortement aux nutritionnistes et aux défenseurs de la nutrition de rejoindre les autres groupes de travail du MSC afin de garantir que, dans la pratique, les questions de nutrition soient effectivement prises en compte dans leurs débats en proposant (ou en incluant) les politiques qui intègrent l'alimentation et la nutrition afin de parvenir à une meilleure coordination du MSC inter-GT et en assurer la cohérence.

16. Nous sommes conscients que certains facteurs de la malnutrition, comme la santé, l'eau, l'assainissement et les soins ne sont pas (très) couverts par le CSA ; par rapport à ces éléments, des liens efficaces doivent être recherchés avec des membres des institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres. Cependant, nous estimons que le cadre général et les stratégies connexes doivent être discutés au sein du CSA. Les éléments de base pour ces discussions sont déjà mentionnés dans le Cadre stratégique mondial (CSM), en particulier dans les paragraphes citant les Directives volontaires sur la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate.

### **Le prochain défi concret: la Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN) 2**

17. Au-delà des problèmes évoqués ci-dessus, nous devons proposer au MSC une

stratégie qui garantisse une participation effective du CSA au processus préparatoire déjà existant en aval de la CIN 2 (novembre 2014) organisée par la FAO et l'OMS. Le processus doit intégrer les notions pertinentes relatives à la sécurité/souveraineté alimentaire et à la nutrition. C'est une obligation si nous voulons garantir la cohérence des politiques internationales et nationales avec le cadre proposé par le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition. Cela constitue déjà des objectifs essentiels du CSA ; ils doivent maintenant être intégrés dans les négociations de la CIN 2 et dans son suivi.

Lida Lhotska (GIFA/IBFAN)

Stineke Oenema (ICCO)

Claudio Schuftan (PHM)

Flavio Valente (FIAN International)

(les membres du Groupe de Travail sur la Nutrition du MSC)